



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1998/NGO/13
23 février 1998

Original : FRANCAIS, ANGLAIS
et ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-quatrième session
Point 10 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,
OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS
ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Exposé écrit présenté par la Communauté internationale bahaïe,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[4 février 1998]

Situation des Bahaïs en Iran

1. Depuis que le régime révolutionnaire islamique a pris le pouvoir en Iran en 1979, les Bahaïs ont été harcelés et persécutés pour le seul motif de leurs croyances religieuses. On leur a souvent proposé, s'ils abjuraient leur foi, de mettre fin à cette persécution.

2. Avec près de 300 000 membres, la Foi bahaïe est la minorité religieuse la plus importante d'Iran, mais n'est pas reconnue comme religion par la Constitution iranienne. Le régime islamique la considère comme une hérésie et un complot. En tant "qu'infidèles sans protection", les Bahaïs ne bénéficient d'aucun droit légal, bien que l'Iran soit partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui garantit la liberté de conscience.

3. Un mémorandum confidentiel émanant du Gouvernement iranien et publié par la Commission des droits de l'homme des Nations Unies en 1993 confirme que la stratégie anti-bahaïe de l'Iran reflète une volonté politique délibérée du gouvernement. Produit par le Conseil révolutionnaire suprême d'Iran le 25 février 1991 et entériné par le chef suprême de la République islamique,

GE.98-10630 (F)

ce document stipule les directives spécifiques pour traiter de "la question bahaïe", c'est-à-dire que "les mesures prises contre les Bahaïs devront être de nature à bloquer leur évolution et leur développement". Cette stratégie consiste tout simplement à étrangler lentement la communauté bahaïe.

La minorité religieuse bahaïe d'Iran

4. La communauté bahaïe n'a jamais représenté une menace pour le Gouvernement iranien. Les Bahaïs dont la croyance religieuse exige qu'ils se montrent loyaux envers leur gouvernement doivent aussi s'abstenir de tout engagement politique partisan, et donc de se livrer à toute activité subversive et à la violence sous toutes ses formes. La communauté bahaïe en Iran ne se réclame d'aucun gouvernement, idéologie ou mouvement d'opposition.

5. Les Bahaïs ne recherchent aucun statut privilégié. Ils n'aspirent qu'à une seule chose : que leurs droits humains fondamentaux en vertu des termes de la Déclaration universelle des droits de l'homme leur soient reconnus, notamment le droit à la vie, le droit de professer et de pratiquer leur religion, le droit à la liberté et à la sécurité de leur personne, et le droit à l'éducation et au travail.

Changements récents de la situation

6. Depuis novembre 1997, onze Bahaïs ont été arrêtés et emprisonnés, ce qui porte le nombre total des Bahaïs actuellement en prison en raison de leur foi à 21.

7. Dernièrement, les autorités ont arrêté des Bahaïs en prenant pour excuse le fait qu'ils n'ont pas de permis de travail. La loi stipule que toute personne employée ou exerçant une profession libérale doit avoir un permis de travail, mais cette loi est rarement appliquée étant donné le taux de chômage élevé dans le pays. Toute demande de permis par les Bahaïs serait très certainement rejetée.

8. M. Nasir Iqani qui a été emprisonné en août 1997 a été libéré.

Exécutions, condamnations à mort et emprisonnements

9. Depuis 1979, plus de 200 Bahaïs ont été tués et 15 autres sont portés disparus et présumés morts. En juillet 1997, deux Bahaïs, M. Masha'llah Enayati et M. Shahram Reza'i ont été tués à cause de leurs croyances religieuses.

10. M. Masha'llah Enayati, un résident bahaï de Téhéran, âgé de 63 ans, est décédé le 4 juillet 1997 après avoir subi un passage à tabac lors de sa détention. Lors d'une visite à son village natal d'Ardistan afin d'assister à une réunion bahaïe, M. Enayati fut interpellé dans des circonstances mal établies. Il fut transféré dans une prison à Ispahan, où il subit un passage à tabac. Il semble qu'il ait été emprisonné pendant environ une semaine avant d'être conduit à l'hôpital, où il mourut. Le certificat de décès de M. Enayati est rédigé d'une manière pour le moins inhabituelle, ce qui laisse supposer que le médecin lui-même agissait sous la contrainte. Sous la rubrique "cause du décès" le médecin avait porté la mention manuscrite "sera déterminée plus tard".

11. M. Shahram Reza'i, un jeune appelé, effectuait son service sur une base militaire située près de la ville de Rasht. Son supérieur hiérarchique lui tira une balle dans la tête le 6 juillet 1997, et il mourut le jour suivant. L'officier en cause, qui était responsable de l'entraînement au tir, soutint que les balles avaient été tirées par erreur. Il fut relâché après quelques jours, lorsqu'il s'avéra que le soldat décédé était un Bahaï. La cour exempta l'officier d'avoir à payer le prix du sang, les dommages et intérêts normalement requis dans ces circonstances, le condamnant uniquement à s'acquitter du coût des 3 balles qui avaient tué M. Reza'i. M. Reza'i est le septième Bahaï en Iran effectuant son service militaire obligatoire à être exécuté par des officiers ou d'autres soldats.

12. Les arrestations arbitraires de Bahaïs continuent avec un accroissement marqué du nombre de détentions de courte durée dans de nombreuses régions du pays. Au cours des trois dernières années, près de 200 Bahaïs ont été arrêtés et détenus pour des périodes s'échelonnant de 48 heures à 6 mois, dans les villes suivantes : Yazd, Ispahan, Simnan, Babul, Kirmanshah, Mashhad, Shiraz, Tankabun, Ahvaz, Kirman, Karaj, Qa'im Shahr et Téhéran.

13. En janvier 1998 les 21 Bahaïs suivants étaient toujours détenus pour cause de croyances religieuses :

<u>Nom</u>	<u>Date d'arrestation</u>	<u>Chef d'accusation</u>	<u>Condamnation</u>
M. Bihnam Mithaqi	29 avril 1989	activités bahaïes sionistes	mort
M. Kayvan Khalajabadi	29 avril 1989	activités bahaïes sionistes	mort
M. Musa Talibi	7 juin 1994	enseigner la foi, apostasie	mort
M. Dhabihu'llah Mahrami	6 septembre 1995	apostasie	mort
M. Mansur Haddadan	29 février 1996	exposition de dessins d'enfants	3 ans
M. Kamyar Ruhi	29 février 1996	exposition de dessins d'enfants	5 ans
M. Arman Damishqi	début 1996	mauvaise conduite (refus d'abjurer)	8 ans
M. Kurush Dhabihi	début 1996	mauvaise conduite (refus d'abjurer)	8 ans
M. Jamal Hajipur	mai/juin 1997	inconnu	inconnue
M. Mansur Mihrabkhani	mai/juin 1997	inconnu	inconnue
M. Ruhu'llah Rawhani	20 septembre 1997	enregistrer un musulman dans la foi	inconnue
M. Nasir Qadiri	5 novembre 1997	continuer les réunions sur la vie familiale	3 ans
M. Sirus Dhabihi-Muqaddam	oct/nov 1997	continuer les réunions sur la vie familiale	inconnue
M. Hidayat-Kashifi Najafabadi	oct/nov 1997	continuer les réunions sur la vie familiale	inconnue
M. Ata'u'llah Hamid Nasirizadih	oct/nov 1997	continuer les réunions sur la vie familiale	inconnue
M. Kurosh Daneshgar	24 décembre 1997	pas de permis de travail	inconnue
M. Kurosh Pirjamali	24 décembre 1997	pas de permis de travail	inconnue
M. Siamak Manouchehri	24 décembre 1997	pas de permis de travail	inconnue
M. Vafa Ghayour	24 décembre 1997	pas de permis de travail	inconnue
M. Behnam Jahangiri	5 janvier 1998	pas de permis de travail	inconnue
M. Saeed Azimi	10 janvier 1998	pas de permis de travail	inconnue

Déni de la liberté d'association d'une communauté religieuse pacifique

14. Depuis 1983, la communauté bahaïe s'est vue systématiquement dénier le droit de s'associer librement ainsi que le droit de maintenir ses institutions administratives, ou organes de décision démocratiquement élus, qui dans d'autres pays organisent et régissent les activités religieuses de la communauté. Puisque la Foi bahaïe ne dispose pas de clergé, le déni des droits portant sur le choix et le mode d'organisation de ces institutions porte atteinte à l'existence même d'une communauté religieuse viable. Ces institutions sacrées s'acquittent de la plupart des fonctions réservées au clergé dans d'autres religions, et constituent l'élément de base de l'existence communautaire bahaïe.

Confiscation et destruction des biens communautaires

15. Les cimetières, lieux saints, sites historiques, centres administratifs et autres biens bahaïs furent confisqués peu de temps après la révolution de 1979. Aucun bien n'a été restitué et beaucoup ont été détruits.

16. Un lieu saint bahaï à Urumiyyih fut démoli en décembre 1996. Cet édifice, aux mains des Gardes révolutionnaires, appartenait à une organisation bahaïe, dont tous les biens avaient été confisqués. Cet édifice a été détruit afin de laisser la place à un nouvel immeuble, dont la construction est encore en cours.

17. Le 30 juin 1993, la Communauté internationale bahaïe fut avisée que des bulldozers déterraient une section du cimetière bahaïe de Téhéran, afin de construire les fondations d'un centre culturel municipal. Confrontées aux protestations internationales, les autorités iraniennes se sont confondues en explications contradictoires, niant et confirmant à la fois la destruction de ce cimetière. Près de 15 000 sépultures ont été profanées lors de ce projet.

18. La saisie de cimetières a créé des problèmes partout en Iran pour les Bahaïs, qui éprouvent des difficultés à enterrer leurs morts et à marquer les tombes. Ils n'ont accès qu'à des terrains abandonnés que le gouvernement leur a réservés, et n'ont pas le droit de graver les pierres tombales de ceux qui leur sont chers.

Confiscation des biens appartenant aux Bahaïs

19. La jouissance des biens personnels des Bahaïs est généralement battue en brèche. Depuis 1979, un grand nombre de biens privés et commerciaux appartenant à des Bahaïs, y compris des maisons et des fermes, ont été arbitrairement confisqués.

20. Les biens de centaines de Bahaïs ont été confisqués partout en Iran. A Yazd, et pour la seule année de 1995, il y a eu plus de 150 dossiers ayant trait à la confiscation de biens. Ces derniers mois, les biens de 60 familles bahá'íes furent confisqués, et parmi eux ceux d'une femme aveugle, en dépit des protestations de ses voisins. Dans deux cas, les résidents furent mis à la rue et leurs biens placés au milieu de celle-ci. Il y a dix autres cas de confiscation de propriété encore en cours. Selon des rapports dignes de confiance, la majorité des Bahaïs à Yazd ne peuvent plus maintenant se livrer

à des transactions commerciales, quelle que soit leur nature. Des initiatives menées auprès du gouvernement central pour qu'il intervienne et exerce des pressions sur les autorités de Yazd, afin d'améliorer le sort des Bahaïs, sont restées lettre morte.

21. La saisie des biens personnels, ainsi que le refus de l'accès à l'éducation et à l'emploi, sont en train de saper la base économique de la communauté bahaïe.

Déni de l'emploi, des pensions ou retraites, et autres bénéfices

22. La confiscation des biens ne représente qu'un des moyens qu'utilise le gouvernement pour éroder la base économique de la communauté bahaïe. Beaucoup de Bahaïs en Iran ont également été privés de moyens de subsistance. Au début des années 1980, plus de 10 000 Bahaïs furent renvoyés de leurs postes dans l'administration et à l'éducation nationale pour cause de leur croyance religieuse. Beaucoup demeurent toujours sans emploi et ne reçoivent aucune allocation de chômage. Les pensions ou retraites des Bahaïs démis de leurs fonctions pour cause de leur croyance religieuse ont été suspendues. Certains Bahaïs se sont vus réclamer le remboursement des salaires ou des pensions qui leur avaient été attribuées. Les fermiers bahaïs se sont vus interdire l'accès aux coopératives, qui sont souvent la seule source de crédit et d'approvisionnement en graines, pesticides et engrais.

Déni de l'accès à l'éducation

23. Toute une génération de Bahaïs s'est vue systématiquement interdire l'accès à l'enseignement supérieur dans des centres éducatifs privés et publics agréés en Iran. Le gouvernement vient récemment de ramener la durée des études secondaires de quatre à trois ans, et a transformé la quatrième année en année pré-universitaire. Des diplômes sont remis aux élèves, y compris aux Bahaïs, à la fin de la troisième année de lycée. Ce diplôme est indispensable afin d'accéder à l'année pré-universitaire et celle-ci est requise pour l'admission aux écoles techniques et autres centres d'enseignement. Les Bahaïs toutefois sont exclus de l'année pré-universitaire, même s'ils sont titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires, ce qui les exclue de fait des institutions d'enseignement supérieur. A notre connaissance, les membres d'aucun autre groupe religieux ne sont soumis à ces mesures.

24. L'éducation occupe une place de choix dans la Foi bahaïe, et les Bahaïs avaient été l'un des groupes les mieux éduqués en Iran. La jeunesse bahaïe est démoralisée par l'interdiction d'accéder à l'enseignement supérieur et la disparition de la quatrième année de lycée. Cette érosion du niveau éducatif de la communauté provoquera un appauvrissement inévitable de la communauté, ce qui est le but escompté de ses auteurs.

Déni des droits civils et des libertés

25. Contrairement au christianisme, au judaïsme, et au zoroastrisme, la Foi bahaïe n'est pas reconnue par la Constitution. Les Bahaïs tombent ainsi dans la catégorie des "infidèles sans protection", dont les droits peuvent être

bafoués en toute impunité. En règle générale, les pressions exercées sur les Bahaïs par le système judiciaire se sont accrues.

26. Ni les mariages ni les divorces bahaïs ne sont officiellement reconnus par l'Iran, et le droit à l'héritage des Bahaïs est inexistant. Par exemple, une Bahaïe ne put recevoir sa part légitime de l'héritage qui lui revenait à la suite du décès de sa fille. Le Ministère de la Justice, à la Cour civile de Téhéran, publia un certificat d'héritage qui proclame que le seul héritier de la défunte était son mari, un musulman "... étant donné que les autres héritiers sont bahaïs et assujettis à l'article No 881 du Droit civil". En appel, la Cour centrale publique décréta que l'opposition de cette femme au verdict précédent "... est sans fondement puisqu'elle a franchement admis devant la cour qu'elle est une Bahaïe". Jusqu'en 1995, les tentatives pour obtenir une homologation étaient permises à condition d'être formulées d'une manière précise; toutefois, depuis 1996, une interdiction totale d'homologation vise les Bahaïs.

27. La libre circulation des Bahaïs à l'extérieur comme à l'intérieur de l'Iran est souvent entravée, sinon rendue impossible. Bien que durant l'année 1997 on a pu observer une augmentation du nombre de Bahaïs iraniens auxquels des passeports ont été délivrés, ceci ne représente pas un changement de politique de la part du Gouvernement iranien.

28. De plus, la pratique consistant à convoquer les Bahaïs aux bureaux de la sécurité continue de se perpétuer dans un certain nombre de communautés; ceci sur des prétextes fallacieux, et avec un cortège d'insultes et de vexations. L'objectif est d'instaurer un climat de peur chez les familles, et d'affaiblir leur résistance.
